

Dans l'envers des métropoles

Économie ordinaire, classes populaires invisibles et renforcement des inégalités

LUDOVIC HALBERT | NICOLAS RAIMBAULT

La crise sanitaire a jeté une lumière crue sur le fonctionnement des régions métropolitaines. D'un côté des tours de bureaux à demi vides, des transports en commun désertés et des cadres d'entreprises et ingénieur.e.s réfugié.e.s à leur domicile ou « au vert » grâce au télétravail ; de l'autre, les travailleur.euse.s longtemps invisibles à qui revenait la tâche, dans les secteurs des transports, de la logistique, du commerce, mais aussi du soin, de l'enseignement, ou encore des grands services urbains et du bâtiment, d'assurer le bon fonctionnement de la machinerie métropolitaine. La mise au ralenti d'une économie infiniment mondialisée par un virus infiniment petit, une économie qui repose notamment sur des métropoles concentrant des fonctions de commandement et de contrôle, a alors permis de redécouvrir, pour qui les auraient oublié.e.s, que les travailleur.euse.s soudainement désigné.e.s par les médias et les gouvernants comme « essentiel.le.s », y jouaient une place nécessaire, à défaut d'être visible.

Avant que le retour du *business as usual* triomphant ne les renvoie tout à fait dans l'ombre, nous explorons les activités, lieux et mondes sociaux constituant « l'économie métropolitaine ordinaire » (Béhar et al., 2015). De cet envers, qui s'appuie notamment sur le travail des classes populaires, dépend en effet une partie de la prospérité des points d'ancrage du capitalisme tardif que sont les métropoles. Ce faisant, nous interrogeons les ressorts politiques de son invisibilité et ses effets. L'accumulation de richesse au sein des métropoles repose, on le sait, sur le contrôle de chaînes de valeur mondialisées, et donc l'exploitation à longue portée géographique du travail et des ressources naturelles. Mais il existe également des formes d'exploitation *internes* aux métropoles, affectant en particulier des classes populaires considérées comme subalternes. L'invisibilisation de cet envers métropolitain, notamment par l'adoption d'un agenda entrepreneurial du développement territorial, contribue en retour à désamorcer la critique de ces formes internes d'exploitation.

L'envers des économies métropolitaines

Les métropoles organisent et contrôlent des réseaux de production mondialisés, assurent la circulation des capitaux à travers la planète, constituent des bassins de consommation polarisant les flux de marchandises, et offrent une réserve de biens immobiliers et équipements à des investisseurs les transformant en actifs financiers. Ce faisant, elles concentrent des activités et emplois clés du capitalisme mondialisé et financiarisé¹.

La statistique publique les réunit en grandes fonctions métropolitaines. En Île-de-France, qui nous servira d'illustration, ces activités relevant principalement de la production abstraite représentent 39 % des emplois. L'Insee recense également les cadres de ces fonctions métropolitaines : ils comptent pour 22 % des emplois en 2018 contre 11 % en moyenne à l'échelle nationale, et pèsent pour plus de deux tiers des cadres régionaux. La géographie de ces fonctions métropolitaines est hyper-sélective, ramassée dans les quartiers d'affaires (péri-)centraux, à l'image de Paris et des Hauts-de-Seine, et dans quelques pôles périphériques, comme des activités technoscientifiques en direction du plateau de Saclay.

Cette vision de la métropole conduit à ignorer de nombreuses activités économiques et espaces des métropoles, ainsi que les mondes sociaux qui leur sont associés, en dépit de leurs interdépendances évidentes avec les « fonctions métropolitaines ». Qu'est-ce que la consultante en partance pour New York sans le manutentionnaire sur le tarmac de l'aéroport ? Qu'est-ce que le secteur de l'événementiel international sans les services de ménage, sécurité, restauration et logistiques mobilisés dans le fonctionnement d'un parc des expositions ? Plus fondamentalement, quelle est la place accordée à la « ville ordinaire » constituant l'envers fonctionnel des métropoles², c'est-à-dire de toutes ces

1 | L. Halbert, « Ce que les métropoles doivent au capitalisme, et réciproquement », *Regards croisés sur l'économie*, 2022, 28(1), p. 37-45.

2 | A. Amin & S. Graham, *The ordinary city. Transactions of the institute of British geographers*, 1997, 22(4), 411-429.



Des agents d'entretien nettoient le miroir d'eau. Ou l'envers de l'attractivité retrouvée de la métropole bordelaise. © Fabien Cottureau.

activités prétendument non-métropolitaines ? D'un point de vue sectoriel, il s'agit notamment des services de proximité, plus largement des services liés à la reproduction sociale (éducation, santé, action sociale), sans oublier les activités logistiques et de production concrète, ainsi que l'entretien et la maintenance. Plus largement, quelle est la place accordée aux 80 % d'emplois qui ne relèvent pas des cadres constituant l'élite des fonctions métropolitaines de l'Insee et qui œuvrent au sein des activités présentées ci-dessus ?

Contrairement à l'image véhiculée parfois¹, les classes populaires regroupant actifs ouvriers et employés² conservent un poids important dans l'économie des métropoles, avec respectivement un quart et un huitième des actifs franciliens. Si on peut estimer qu'environ 25 % d'entre eux travaillent directement dans des fonctions métropolitaines, les employé.e.s se retrouvent avant tout dans les secteurs du commerce et de la restauration/hôtellerie, ainsi que des services aux particuliers (plus d'un tiers des employé.e.s chacun). Parallèlement, les ouvrier.ère.s francilien.ne.s correspondent de moins en moins à l'image du travailleur à la chaîne, l'industrie ne représentant que 15 % du total des emplois ouvriers. Être ouvrier.ère aujourd'hui dans la métropole francilienne, c'est dans un cas sur deux, et à parts à peu près égales, travailler soit dans le domaine de la construction, soit dans la logistique (au sein d'un entrepôt ou dans le transport de marchandises). Le reste des effectifs revient à l'artisanat

bien sûr, à des services publics également, comme le transport collectif ou les grands services urbains (eau, déchets, énergie...), ainsi qu'à des services privés en pleine expansion, tels que le nettoyage³. Le travail de ces employé.e.s et ouvrier.ère.s est manuel, répétitif, contraint et caractérisé par une forte pénibilité. Ces mondes populaires et leurs activités sont toutefois traversés par des lignes de faille sociales, notamment de genre (les professions ouvrières sont très majoritairement masculines, les professions employées féminines). Les frontières sont également très ténues avec certains emplois indépendants, à l'image des sous-traitants des livraisons et des auto-entrepreneurs pour les plateformes numériques. Enfin, à la lisière de ces emplois reconnus par la statistique nationale, loge un autre « travail populaire », celui d'individus considérés par l'État comme inactifs : le travail non-déclaré, illégal ou non-rémunéré qui offre pourtant une partie parfois importante des ressources à ces classes populaires⁴. Leurs lieux de vie, quartiers de logements sociaux ou couronne périurbaine éloignée, sont clairement distincts de ceux des classes supérieures⁵, de même que leurs lieux de travail. L'économie métropolitaine ordinaire s'incarne dans les zones industrielles et du commerce de gros des banlieues proches, dans les zones commerciales suburbaines et les nouvelles zones logistiques aux franges des agglomérations.

3 | N. Raimbault, « Nouveaux emplois ouvriers, nouveaux territoires ouvriers ? Une comparaison des géographies professionnelles et résidentielles des ouvriers de l'industrie et des ouvriers de la logistique en Île-de-France », *Travail et Emploi*, 2020, [162], p. 71-102.

4 | Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire*, Éditions Amsterdam, 2019.

5 | A. Ribardièrre, « Les territoires populaires du Grand Paris : entre paupérisation, gentrification et moyennisation », *Métropolitiques*, 2019. <https://www.metropolitiques.eu/Les-territoires-populaires-du-Grand-Paris.html>

1 | C. Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014.

2 | Y. Siblot et al., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, coll. « U Sociologie », 2015.

Autant d'espaces souvent éloignés ou mal desservis en transport en commun, et en réalité peu fréquentés, si ce n'est pour les traverser, par des populations plus aisées vivant dans le centre des agglomérations. Enfin, même si l'on manque cruellement de données statistiques pour le confirmer, ce sont également des mondes où la part des populations racisées est importante. Faute de meilleurs indicateurs, rappelons que 35 % des classes populaires franciliennes en activité sont immigrées, soit largement plus du double que pour les cadres.

Si elles contribuent à entretenir l'invisibilité des activités et populations de l'économie métropolitaine ordinaire (que n'y a-t-il un indicateur des « travailleurs de première ligne » à contraster avec celui des « cadres des fonctions métropolitaines » ?), les catégories de la statistique publique ne suffisent néanmoins pas à l'expliquer. Par hypothèse, l'invisibilisation à l'œuvre reflète la poursuite d'un agenda entrepreneurial du développement territorial qui, loin de réduire des dominations propres au capitalisme tardif, semble les exacerber.

L'invisibilisation de la ville ordinaire

Comme dans d'autres pays, des institutions centrales ont promu un agenda pro-métropolitain en France¹. Pensons à la Datar lorsqu'elle réoriente le néo-keynésianisme spatial qui avait fait ses grandes heures pour mettre l'accent sur la polarisation des ressources au profit de métropoles considérées comme mieux placées dans la concurrence mondiale. Nombre de gouvernements locaux ont également endossé cet agenda de la « ville néolibérale² ». En témoignent des politiques d'attractivité et de marketing territorial, ainsi que des opérations d'aménagement de prestige, visant à attirer entreprises à rayonnement international, investisseurs des marchés financiers, ménages aisés et touristes à fort pouvoir d'achat.

Il n'est guère étonnant en retour que l'économie métropolitaine ordinaire soit considérée, du moins en dehors de périodes de crise du fonctionnement métropolitain (crise sanitaire, émeutes), comme relevant tantôt d'un rôle ancillaire, tantôt d'enjeux de simples solidarités sociales ou territoriales. Sur le premier aspect, par contraste avec les fameuses fonctions métropolitaines et leurs cadres perçus comme des locomotives, l'agenda entrepreneurial considère une large part de l'économie ordinaire comme relevant d'activités *induites* par la présence des firmes et des salariés insérés dans le contrôle des chaînes de valeurs mondialisées. Au mieux cet agenda s'efforce-t-il de renforcer

l'employabilité des populations défavorisées par des programmes de formation, et de négocier des emplois à travers des clauses d'embauche locales, à l'image de l'entretien des bureaux fraîchement sortis de terre dans les quartiers péri-centraux.

Sur le second aspect, les espaces et populations restants font l'objet d'un traitement principalement social, l'enjeu étant d'éviter que les locomotives métropolitaines ne les laissent sur le bord de la route. D'un côté, bien souvent pensées face à des crises et des urgences, les politiques redistributives prenant la forme de transferts financiers de l'État ou au sein des intercommunalités restent néanmoins de portée limitée. Ceci tient notamment aux concurrences entre institutions politiques locales, ainsi qu'à l'effet de frontières institutionnelles, au demeurant changeantes, laissant de côté des espaces situés en dehors des périmètres. D'un autre côté, cet agenda légitime des politiques sécuritaires, comme lors des « émeutes urbaines » des années 2000 qui ont moins inquiété, semble-t-il, pour le caractère inacceptable des relégations sociales, spatiales et ethnoraciales dont elles étaient la manifestation, que pour leurs effets sur l'image internationale nécessaire au *branding* territorial.

Il y a bien sûr des évolutions depuis une dizaine d'années, dont la crise sanitaire constitue un révélateur, voire un accélérateur. Ainsi découvre-t-on des difficultés rencontrées par les populations locales face à la cherté de la vie, et en particulier du logement, ou encore à la dégradation de l'environnement (pollutions, artificialisation, perte de biodiversité). Et du risque d'un vote avec les pieds qui enrayerait la machinerie métropolitaine, à l'image des actifs peinant à supporter les coûts de la vie métropolitaine, mais suffisamment riches pour élire d'autres agglomérations moins chères (métropoles régionales, villes de taille moyenne ou petite). L'exit avec les pieds reste néanmoins inégalitaire : financièrement plus captifs, les ménages des classes populaires ne peuvent guère envisager une telle stratégie, ce qui les amène à gonfler les bataillons de navetteurs contraints de s'éloigner aux confins de l'aire métropolitaine, ou de se concentrer dans des quartiers spécialisés dans l'accueil des populations défavorisées.

Les travaux documentant ces recompositions socio-spatiales, dont la dégradation du solde migratoire, nourrissent une prise de conscience politique, à travers principalement la mise en problème public de la cherté du logement. Cette évolution de l'agenda est cependant encore loin de placer les travailleurs invisibles des métropoles au centre des politiques du logement. La puissance publique peine encore ne serait-ce qu'à recenser les « travailleurs clés » qu'elle voudrait désormais loger. Mais les difficultés de prise

1 | N. Brenner, *New state spaces: Urban governance and the rescaling of statehood*, OUP Oxford, 2004.

2 | G. Pinson, *La ville néolibérale*, Presses Universitaires de France, 2020.



Omniprésents mais invisibles, les livreurs à vélo font désormais partie du « décor métropolitain ». © Fabien Cottureau.

en charge politique ne se limitent pas qu'à l'accès au logement, elles concernent également la desserte en transports en commun vers les lieux de travail et la prise en compte des horaires décalés, la sous-dotation structurelle des territoires où les classes populaires métropolitaines logent et les difficultés résultantes d'accès aux services publics.

Le renforcement des inégalités subies par les subalternes des métropoles

En les cantonnant à un rôle ancillaire ou à une question sociale, c'est-à-dire à des processus de redistribution de la richesse (par les effets de la consommation ou par la solidarité fiscale), les agendas urbains focalisés sur la compétitivité et l'attractivité territoriale invisibilisent inmanquablement des activités, lieux et mondes sociaux qui œuvrent au fonctionnement ordinaire de la métropole, y compris au service de fonctions dites métropolitaines. De ce point de vue, les inégalités produites par le capitalisme tardif, au travers des hiérarchies socioprofessionnelles dans le cadre du travail ou en raison des effets ségrégatifs des marchés immobiliers, se trouvent confirmées, voire renforcées par un tel agenda. Non sans de nombreux effets.

En réduisant ces fonctions et ces emplois à un rôle subalterne, il contribue tout d'abord à jeter un voile sur des formes d'exploitation *internes* aux métropoles. Il est entendu que leur capacité à extraire des richesses de la maîtrise de chaînes de valeurs mondialisées est au cœur du pouvoir des métropoles. Néanmoins, la présence d'une main-d'œuvre nombreuse, cumulant des facteurs de fragilité, où s'ajoutent aux rapports de classes des dominations de genre ou d'origine

ethno-raciale, contribue à comprimer les coûts au bénéfice des activités dites métropolitaines, tout en assurant le niveau de vie des classes moyennes-supérieures qui y prospèrent. De ce point de vue, les asymétries nord-sud qu'organisent les métropoles à l'échelle du monde, se rejouent en leur propre sein.

Par ailleurs, une telle invisibilisation délégitime l'expression des mondes sociaux de l'envers métropolitain, et possiblement sa prise en charge politique ou plus largement militante. Quelle reconnaissance pour les urgences vécues par les classes populaires face à la priorité accordée par des gouvernements locaux à des mondes où leurs activités, travail et aspirations sont marginalisés ? Il n'est guère surprenant que les espaces métropolitains n'apparaissent finalement pas comme des horizons émancipateurs, alors même que les linéaments d'un pouvoir métropolitain se dessinent désormais en France.

De telle sorte que, s'il y a un renouvellement des luttes, force est de constater, pour celles qui sont médiatisées, qu'elles portent moins contre une métropolisation accroissant les inégalités socioéconomiques et spatiales, que sur le champ du travail flexibilisé et précairisé, c'est-à-dire contre les plateformes numériques, dans les entrepôts¹ ou par la grève du nettoyage dans les hôtels. Alors que la fragmentation des classes populaires s'approfondit, en raison des différences de métiers, statuts et géographies, aucun agenda politique local ou régional n'est manifestement désireux de prendre en charge leurs identités, difficultés et revendications. —

1 | N. Raimbault, « Zones logistiques » in Adam M., Comby E. (dir.), *Le Capital dans la cité*, Éditions Amsterdam, 2020, p. 393-406.